

le monde ne va pas s'écrouler si je m'arrête

Camille Dumond, Julie Marmet, septembre 2024

Depuis la fin des années 1960, la question de la mobilisation des ressources et des formes de capitaux qui permettent de s'engager ou non se pose. Opposée à l'ancienne garde, qui considérait les mouvements sociaux comme étant le produit d'une frustration collective et constitués de marginaux·les, une nouvelle génération de chercheur·ses s'intéresse à l'organisation interne des luttes. L'idée que l'émergence des mobilisations dépend des ressources disponibles et de leur gestion apparaît. La mobilisation n'est plus uniquement perçue comme une expression émotionnelle, spontanée et générationnelle, mais bien comme un travail politique organisé, qui acquiert par conséquent des ressources, les gère, construit des alliances stratégiques, définit des objectifs, mobilise des acteurs et des réseaux.

Qu'est ce qui permet à ces mouvements de naître, de se structurer et perdurer ? Qu'est-ce qui permet aux personnes qui y adhèrent d'y travailler et de s'y engager ? Existe-il un terrain favorable à la mobilisation dans le domaine culturel ?

Refondre le système

Les années 2020 représentent un moment particulier à l'échelle mondiale. Nous assistons à une série ininterrompue de gouvernements qui bafouent les traités qu'ils ont eux-mêmes ratifiés et ignorent les décisions de la Cour internationale de justice : Nikolaï Possner évoque ainsi l'idée d'un « État délinquant »¹.

Cette même logique est à l'œuvre dans le cadre des luttes internes d'un secteur culturel cherchant à défendre ses conditions de travail, tout en pointant le manque de droits et de régulations dans le milieu artistique. Sans changements structurels, l'accès à ce domaine restera exclusivement réservé à ceux issu·es d'un milieu socio-économique privilégié.

Lorsque nous recevons une invitation à participer à une discussion autour des conditions de travail des artistes à Genève, l'association Visarte.Genève s'apprête à mettre en ligne l'outil de travaildesartistes.ch, une plateforme utile et rassurante pour certain·es, incompréhensible ou scandaleuse pour d'autres. Encore aujourd'hui, le paradoxe n'est pas résolu pour faire avancer les choses et opérer une refonte du système existant. Dans un domaine où *pratique artistique* est dissociée de *travail* et *artiste* de *travailleur·se*, il faut mettre en place une série de mesures inconfortables, qui seront peut-être perçues comme anti-naturelles, pendant un temps, afin d'arriver à un écosystème de travail équilibré et respectant le cadre légal et moral de tous·tes.

¹ Ce terme est prononcé dans le cadre de l'émission LSD « Désobéissance civile : citoyens hors la loi », Août 2024, Épisode 1/4 : Bloqueuses et saboteurs. N. Possner est membre d'Utopia 56 à Paris, association qui vient en aide aux personnes exilées.

En ce sens, mettre en place la lutte dans le champ de l'art contemporain ne passe pas par les outils habituels et dissidents de la désobéissance civile qui n'ont que ponctuellement été ceux des groupes militants dans le domaine artistique (deux exemples de grèves de l'art aux temporalités et géographies différentes : *Art en Grève* en France en 2020 et la grève de la *Art Workers Coalition*, à New York en 1970). La lutte pour l'amélioration des conditions de travail d'un milieu historiquement individualisant doit par conséquent se saisir d'autres armes.

À Genève, l'échelle de la ville implique une certaine proximité : tout le monde se connaît dans le milieu de l'art contemporain. En tant qu'artistes-militant·es, nous sommes face à nos collègues, nos employeur·euses, nos administrateur·ices. Cela induit une collaboration et communication entre les différentes sphères, qui prend la forme de consultations des groupes militants et associations professionnelles par le politique, donnant lieu à des espaces de conversation et de négociation.

Tout en ne souhaitant pas penser les revendications uniquement dans un prisme binaire, il s'agit de trouver des espaces de compromis tout en gardant en tête que les forces en présence ne sont ni équilibrées ni équivalentes. Le politique fait usage de ses propres modalités de travail (séances, consultations, rapports) et avec ses ressources internes (personnel professionnel et rémunéré, temporalité longue). Les associations professionnelles doivent s'y adapter sans nécessairement avoir toujours à leur disposition les forces nécessaires à une discussion équilibrée, tant en termes de compétences que de ressources humaines, temporelles et économiques.

L'engagement triple ou quadruple

Être artiste professionnel·le requiert des compétences qui ne sont pas celles enseignées en école d'art. Alors qu'on y travaille la pensée critique et sa traduction en œuvre, la majorité des artistes voient leurs efforts absorbés par la préparation de dossiers. Une grande partie de leur énergie se concentre sur les contraintes souvent strictes des démarches administratives indispensables à l'obtention de soutiens. Une fois diplômé·es, les travailleur·ses de l'art doivent s'auto-former pour gérer leurs moyens de subsistance et trouver des alternatives.

Pour les personnes qui s'engagent vers une voie militante, cherchant à visibiliser les injustices sociales qui gangrènent le milieu, on pourrait donc parler de double-engagement. Pour ceux qui s'engagent dans la lutte, il s'agit à la fois d'embrasser une carrière dans une voie constituée presque exclusivement d'obstacles et de défendre une position structurelle en tant que travailleur·euse.

Sophie Vela² précise « Chez moi, je pourrais dire que l'engagement est triple ou quadruple. À un moment, on arrête de compter. (...) Ce que je me demande c'est pourquoi les gens se mobilisent si peu au vu de l'instabilité de notre statut ? Et maintenant que je suis sortie de l'école et que j'ai cette réalité de statut d'artiste-auteur·ice, je ne comprends pas comment on peut avoir ce statut d'artiste-auteur·ice, sans se poser la question et sans s'engager ? »

² Sophie Vela (artiste, graphiste, collectif La Buse), lors de la Table ronde "Comment s'engager collectivement dans le champ de l'art?", carte blanche à Visarte, Genève, Festival Spielact, juin 2024.

L'engagement se fait d'abord dans une pratique qui n'est pas comparable avec un métier salarié : les heures ne se comptent pas, les horaires non plus. Il serait difficile de dire qu'on est investi·e comme travailleur·euse aux yeux de la société, et c'est pourtant l'objectif. Oui, nous sommes au travail : quand nous participons à une exposition, que nous répondons à une invitation, lorsque nous produisons une nouvelle pièce.

Comme le précise Émilie Moutsis, co-fondatrice de La Buse, lors de son introduction aux rencontres inter-organisation européennes³ : « Le mythe romantique de l'art, l'instabilité naturalisée de nos métiers, on n'en peut plus. Ça nous empêche de travailler, on n'a pas un don, on n'est pas excentriques, on a des valeurs et du désir que nous ne voulons pas donner en pâture au capitalisme. C'est pourquoi l'art ne suffit pas et que nous trouvons du sens dans nos luttes et organisations communes. »

Le malheur n'est pas notre mission

En étant artiste, on est automatiquement acteur·ice d'un milieu culturel. La tendance à se penser individuellement, dissocié·e d'un écosystème, participe au sentiment de fatigue, au découragement et à l'isolement des artistes comme des groupes militants. Pour ceux qui s'engagent dans la lutte, la double casquette est parfois difficile à porter on l'a vu, étant à visage découvert face à des responsables d'institutions. Cette posture intervient parmi une foule de travailleurs·euses de l'art concerné·es qui ne se joignent pas à la marche, pour des raisons diverses. Pourtant, on le dit et on le redit, comme le rappelle Fabienne Abramovich : « Pour avancer, on a besoin de nos collègues, partager les outils, se battre et fabriquer ensemble l'avenir. Se souvenir aussi que les artistes qui luttent pour changer la perception de notre activité sont aussi des artistes qui œuvrent pour le bien commun. C'est un travail de *care* qui prend un temps considérable et vital sur leur propre travail artistique.⁴ »

Émilie Moutsis ajoute : « Pendant Art en Grève, je me suis dit *Super, je vais essayer de rallier avec nous plein d'artistes connus*. Et en fait pas du tout, ça ne les intéresse pas, ils n'ont pas le temps, ils ont plein de projets à enchaîner. Sur un an et demi, ils savent ce qu'ils vont faire, donc ils ne viennent pas lutter. Il y a aussi l'idée que ceux qui luttent sont des losers. Et ça c'est un imaginaire à détruire !⁵ »

Quand elle évoque la figure de *la féministe rabat-joie*, Sara Ahmed vient réactiver le stéréotype négatif attaché au féminisme et la corrélation de cette négativité avec une lutte pour le positif : lutter pour ses droits voudrait dire *faire du malheur sa mission*. « Le malheur n'est pas notre mission. Mais si notre travail cause le malheur, nous sommes prêtes à le causer. Autrement dit, une partie du travail consiste à revendiquer la négativité qui est attachée à la féministe rabat-joie, à la retourner et à en faire un outil pour attaquer les institutions qui nous oppriment.⁶ »

³ Émilie Moutsis (artiste, autrice, chercheuse, collectif La Buse), lors des rencontres "Vers une Internationale des Travailleur·ses de l'art et au-delà" tenues à Marseille en avril 2023, organisées par le collectif La Buse avec 15 collectifs et syndicats européens.

⁴ Fabienne Abramovich (autrice/productrice, chorégraphe et cinéaste, Action intermittence, Grève féministe), lors de la table ronde "Comment s'engager collectivement dans le champ de l'art?", carte blanche à Visarte.Genève, Festival *Spielact*, Juin 2024.

⁵ Émilie Moutsis, lors de cette même table ronde.

⁶ Sara Ahmed (philosophe) interviewée dans *Trou Noir par Mabeuko Oberty et Emma Bigé, "Solidarités rabat-joies. Conversation avec Sara Ahmed"*, 26.05.24.

Améliorer les conditions d'un milieu, c'est demander à un système bien huilé de réaménager sa structure et sa hiérarchie. Cela a un coût.

« Beaucoup de nos activités sont lues comme vandales, même si elles n'ont pas pour mission de faire cela. Par exemple, décoloniser les programmes d'enseignement est jugé comme une activité ruineuse pour les institutions. Élargir l'institution, ouvrir les portes, voilà la mission que nous nous donnons et ce que nous sommes prêtes à faire.⁷»

Lutter à la porte de l'institution

On garde en tête qu'une grande partie des personnes qui siègent dans les cercles décisionnels n'ont pas nécessairement la culture de la lutte sociale, ni l'envie de changer les acquis sociaux, par manque d'engagement ou afin de conserver leurs privilèges. On pourrait par exemple comparer le salaire mensuel d'un·e directeur·ice d'institution à celui cumulé des 20 dernier·es artistes invité·es dans sa structure, et tomber sur le même montant.

Toutes les formes de luttes impliquent un certain degré d'inconfort psychologique, relationnel, émotionnel. On appuie forcément là où ça fait mal, éthiquement, socialement, et surtout, économiquement. Dans l'art, ce qui pourrait s'apparenter au syndicalisme représente une position difficile à tenir face au pouvoir et aux institutions, notamment parce que les militant·es-artistes sont dépendant·es de ces mêmes institutions pour leurs moyens de subsistance (*via* les bourses, subventions, invitations, etc.).

Depuis une dizaine d'années, des acteur·ices du domaine de l'art contemporain changent de stratégie. D'une posture radicale et à la marge, exprimée avec les moyens de l'art, iels s'emparent des outils du politique et du pouvoir et se mettent en conversation avec des interlocuteur·ices défini·es, au sein des espaces décisionnels.

N'en déplaise à la tradition solitaire et héroïque toujours autant en vogue dans la piscine du *name-dropping* de l'art contemporain, la lutte ne doit pas se faire individuellement avec une figure de proue, mais bien collectivement. Tout acte qui semble individuel ou héroïque dans l'histoire est en réalité porté par une communauté. En fin de compte, c'est le collectif qui fait émerger les véritables avancées. Chaque personne, aussi engagée qu'elle soit, est soutenue par une scène. C'est à travers la force du groupe que le changement devient possible.

Note pour les lecteur·ices

Ce texte a été rédigé par Julie Marmet (curatrice et productrice, ARROI, Action Intermittence, Visarte.Genève) et Camille Dumond (artiste, réalisatrice, collectif La Buse, Visarte.Genève) suite à la table ronde "Comment s'engager collectivement dans le champ de l'art?", carte blanche à Visarte.Genève, tenue dans le cadre du Festival Spielact, Juin 2024, sur une invitation d'Amir El May et Sylvain Gelewski. Cette table ronde a réuni Fabienne Abramovich (autrice/productrice, chorégraphe et cinéaste, Action intermittence, Grève féministe), Joëlle Bertossa (productrice, Close Up Films, Parti socialiste de la Ville de Genève), Emilie Moutsis (artiste, autrice, chercheuse, collectif La Buse), Sophie Vela (artiste, graphiste, collectif La Buse), et les autrices du texte.

⁷ Idem